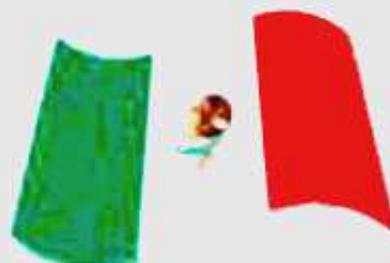


L'UE et le Mexique finalisent leur accord, ouvertures agricoles des deux bords

Après un accord de principe trouvé en 2018, l'Union européenne et le Mexique viennent d'achever le processus de modernisation de leur accord de libre-échange, annonce la Commission européenne le 28 avril. Selon nos informations, l'UE introduira des contingents d'importation notamment pour la viande bovine : 10 000 tonnes équivalent-carcasse (teq) avec un droit de 7,5 % introduit progressivement en 5 ans. La viande de volaille sera totalement libéralisée avec un droit préférentiel pour 10 000 tonnes, tout comme la viande de porc (10 000 teq). Par ailleurs, le miel mexicain bénéficiera d'une libéralisation complète dans 7 ans avec un contingent tarifaire de 35 000 tonnes en franchise de droits. Du côté des exportations, l'UE bénéficiera d'un meilleur accès au marché mexicain pour le fromage et les produits laitiers avec notamment un contingent tarifaire de 20 000 tonnes en cinq ans pour les fromages affinés et de 5 000 tonnes en cinq ans pour les fromages frais, et 50 000 tonnes en cinq ans pour le lait écrémé en poudre. La viande de porc sera entièrement libéralisée et la volaille bénéficiera d'une libéralisation complète pour la viande de poulet désossée mécaniquement et 20 000 tonnes de cuisses de poulet.



Réactions à l'accord UE-Mexique

L'interprofession française bétail et viandes (Interbev) rappelle que "les viandes bovines mexicaines, qui ne présentent pas de garanties suffisantes sur le plan sanitaire, étaient jusqu'à aujourd'hui exclues". Interbev demande donc à Emmanuel Macron de "s'opposer à ce nouvel accord UE-Mexique", mais aussi de "bloquer toute négociation en cours portant sur l'ouverture du marché européen à de nouveaux volumes de viandes bovines issues de pays tiers". La filière demande aussi au président de la République d'"exiger, à Bruxelles, la suspension de toute importation de viandes bovines provenant de pays tiers pendant la période d'état d'urgence sanitaire". De son côté, la Coordination rurale dénonce un accord "aberrant" et qui "s'annonce destructeur pour nos filières agricoles". / Agra